



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Intérieur  
et à la Grande Région

Direction de l'Aménagement Communal  
et du Développement Urbain

Références : 15150 – 26 C  
Ville de Luxembourg

Luxembourg, le 21 mai 2012

Affaire suivie par : Germain RUSCITTI

Interesseveräin Gaasperech a.s.b.l.

29, rue Benjamin Franklin  
L-1540 Luxembourg

Concerne : **Procédure d'adoption du projet d'aménagement particulier à Gasperich, Ville de Luxembourg, au lieu-dit « Sauerwiss ».**

Messieurs, Mesdames,

Je reviens vers vous dans le cadre du dossier mentionné sous marge, suite au courrier que vous m'avez adressé en date du 20 août 2011.

Le prédit courrier constitue une réclamation contre la délibération du 18 juillet 2011, portant adoption définitive du projet d'aménagement particulier, et a été introduit dans le cadre de la procédure d'adoption du projet d'aménagement particulier, conformément aux articles 18 et 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Je vous transmets en annexe une copie de ma décision concernant le prédit projet datant du 24 avril 2012.

Je tiens également à porter à votre connaissance que suivant l'article 7 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, un recours en annulation peut être intenté contre ma décision, endéans un délai de trois mois dès réception de la présente, devant les juridictions de l'ordre administratif.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, Mesdames, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Ministre de l'Intérieur et  
à la Grande Région

Jean-Marie HALSDORF



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Intérieur  
et à la Grande Région  
Direction de l'Aménagement Communal  
et du Développement Urbain

Références: 15150/26C  
Luxembourg

Luxembourg, le 24 avril 2012

Affaire suivie par : Claudine SCHMIT

Ville de Luxembourg  
c/o Monsieur le Bourgmestre  
42, Place Guillaume II  
L-2090 Luxembourg

Monsieur le Bourgmestre,

Je tiens à vous informer que j'approuve, sur la base de l'article 108 ter de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain renvoyant aux dispositions du titre 4 de la présente loi qui étaient en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> août 2011 notamment aux articles 18 et 30, la délibération du Conseil Communal du 18 juillet 2011 portant adoption du projet d'aménagement particulier concernant des fonds sis à Gasperich, Ville de Luxembourg, au lieu-dit «Sauerwiss», présenté par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la Ville de Luxembourg pour le compte de l'Administration communale de la Ville de Luxembourg et le Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat.

Au total une réclamation à l'encontre du projet d'aménagement particulier a été présentée auprès du Ministre de l'Intérieur et à la Grande-Région après le vote définitif du Conseil Communal de la Ville de Luxembourg du 18 juillet 2011.

La réclamation émanant du Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich a.s.b.l. est recevable en la pure forme, mais quant au fond elle est irrecevable.

En vertu de l'article 17 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain la Commission d'Aménagement a rendu son avis lors de la séance du 18 octobre 2011 et le Conseil Communal a avisé la réclamation lors de la séance du 6 février 2012.

Le réclamant estime que la démarche des autorités communales de ne plus réaliser le projet de l'Association Luxembourg Alzheimer a.s.b.l. n'est pas à suffisance documentée dans le dossier, d'une part, et d'autre part, il est d'avis que le terme « *maison d'hébergement à caractère social* » n'est pas

assez précis et permet par conséquent de réaliser différents projets dont la compatibilité avec le quartier d'habitation, aussi bien par leur nature et leur envergure, ne serait pas nécessairement assurée.

Il échet de constater que dans le rapport justificatif joint au dossier le choix de l'abandon du projet initial est clairement documenté. Il n'est pas ailleurs pas requis que l'affectation d'un immeuble soit déterminée avec une telle précision au niveau du plan d'aménagement particulier (dénommé ci-après « le PAP »). Néanmoins, une telle approche est, en l'occurrence, dans l'intérêt des riverains justifiée.

L'implantation d'une « maison d'hébergement à caractère social » est par ailleurs parfaitement compatible avec un quartier d'habitation. En effet, le projet permet d'assurer tant une complémentarité qu'une mixité des fonctions, tout en garantissant une utilisation rationnelle du sol.

Le rapport justificatif, document de référence en cas de litige, précise toutefois que « le projet prévoit la réalisation d'un foyer d'accueil prenant en charges des enfants et des jeunes dans le cadre d'un logement encadré et géré par l'association « Jongenheem a.s.b.l. » ».

Enfin, il y a lieu de relever que le projet de par son envergure, notamment définie par le degré d'utilisation du sol n'est pas modifié par rapport au projet initial. La capacité d'accueil n'a pas fait l'objet de changement et correspond partant à l'ordre de grandeur initialement fixé.

En exécution de l'article 7 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif un recours en annulation devant les juridictions de l'ordre administratif est ouvert contre la présente décision dans un délai de trois mois.

Il échet de rappeler qu'il y a lieu d'exécuter les dispositions de l'article 82 de la loi communale du 13 décembre 1988 telle que modifiée afin de mener à bon terme la présente procédure.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de l'Intérieur et  
à la Grande Région



Jean-Marie HALSDORF